

Un scénario de croissance à long terme pour l'économie suisse

Introduction

Quelles sont les perspectives de croissance économique que la Suisse peut espérer atteindre durant les prochaines décennies, si aucun projet de réforme en faveur de la croissance économique n'aboutit ? Pour répondre à une telle question, plusieurs méthodes et plusieurs réponses sont envisageables. L'exploitation de modèles économiques de prévisions à long terme, tenant compte d'une extrapolation du stock de capital et de la démographie, de même que des progrès de la technologie, nous permettrait sans doute de procéder à des prévisions du taux de croissance du PIB par tête durant les prochaines décennies. Pourtant, plus les modèles économiques et de prévisions deviennent complets et complexes, plus ils requièrent l'utilisation d'hypothèses relativement fortes. Or ces hypothèses sont de plus en plus difficiles à prendre, lorsque l'horizon de prévision s'agrandit et s'éloigne du présent. Dans les prochains paragraphes, nous expliquons comment un scénario de croissance à long terme a été construit par une approche essentiellement basée sur une extrapolation du passé et commentons les différentes étapes qui ont permis de le dégager. La méthode choisie n'a pas la prétention d'être très scientifique ; elle représente plutôt une simplification extrême du futur économique de la Suisse, à partir d'une extrapolation de l'évolution observée durant les deux dernières décennies de la productivité apparente du travail.

Le choix de procéder à une extrapolation du futur, à partir de l'évolution la plus récente, sans tenir compte d'éventuelles «surprises» technologiques, possède des avantages et des inconvénients. Les avantages sont certainement ceux de la simplicité et de la facilité de communication des résultats obtenus. On donne ainsi moins l'impression de vouloir prévoir un futur lointain, qui reste soumis à toutes sortes d'innovations et d'inconnues rendant un tel exercice des plus hasardeux. L'inconvénient principal de cette approche est que l'on renonce à expliquer toutes les dynamiques de transmission et certains mécanismes d'ajustements (les relations entre les grandes variables macro-économiques) qui influencent la croissance économique. Comme ces relations ne peuvent pas être entièrement connues pour les décennies futures et qu'elle rendrait le modèle peu transparent, elles sont délibérément laissées de côté ici, tout en restant un sujet d'analyse intéressant dans le cadre d'autres recherches.

Le résumé de l'approche utilisé pour dégager un scénario de croissance économique à long terme de la Suisse est structuré de la manière suivante. Dans un premier temps, on rappelle l'évolution à long terme de l'économie suisse depuis 1948. Dans un deuxième temps on décrit la méthodologie choisie pour construire le scénario proposé. Celui-ci se base sur une mesure de la croissance de la productivité, qui est présentée dans la section 3, et sur les scénarios démographiques, qui sont expliqués dans la section 4. Les scénarios eux-mêmes résultent de ces deux prémisses et sont décrits dans la section 5.

Malgré les réserves provenant de la simplicité de l'approche choisie, la conclusion de cet exercice est sans appel : la Suisse doit pour augmenter son bien-être économique dans les décennies futures et financer ses assurances sociales dans le cadre d'une société vieillissante faire d'importantes réformes économiques dans le but d'améliorer le taux de croissance tendanciel de la productivité du travail.

Avant d'établir des scénarios, une bonne connaissance de l'histoire économique suisse est souhaitable afin de comprendre les phénomènes sous-jacents qui ont le plus influencés la croissance suisse. L'indicateur économique le plus succinct de cette évolution économique est le PIB réel qui est basé sur la comptabilité nationale disponible

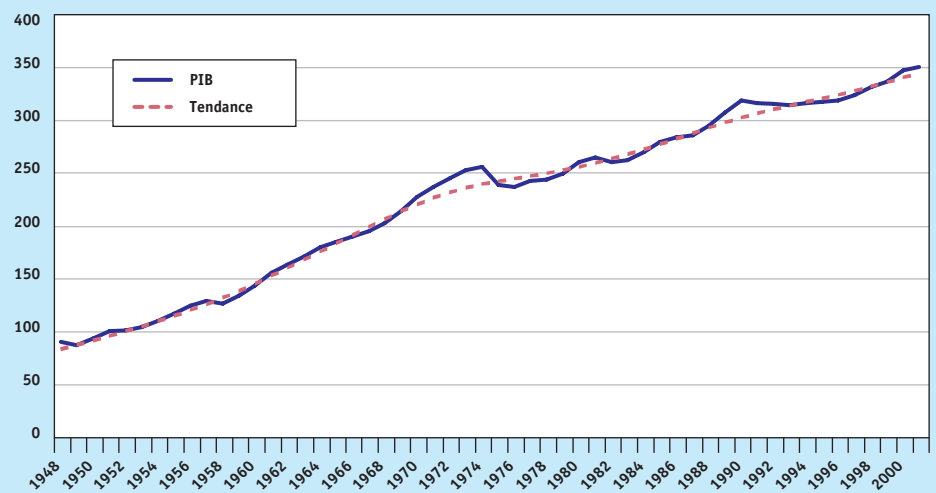
L'histoire économique suisse

depuis 1948. Sur une plus longue période on peut noter que M. Andrist¹⁰ a estimé une rétopulation du PIB jusqu'en 1851. Cela permettra de comparer le scénario proposé par rapport à l'histoire économique suisse en conclusion.

Le graphique suivant montre le PIB réel suisse depuis 1948. La tendance est calculée à partir d'un filtre Hodrick-Prescott à titre indicatif :

Evolution du PIB suisse

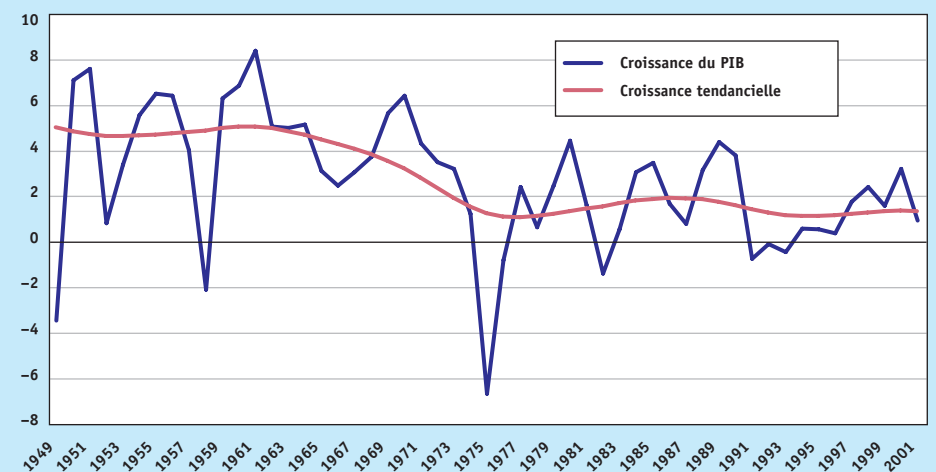
En mia. de francs de 1990



Sources : OFS, seco

Le graphique suivant décrit cette même série en terme de taux de croissance. Comme précédemment la tendance est calculée avec un filtre Hodrick-Prescott à titre indicatif :

Croissance du PIB suisse (en %)



Sources : OFS, seco

10 Felix Andrist, Richard G. Anderson and Marcela M. Williams, «Real Output in Switzerland: New Estimates for 1914 – 47», Federal Reserve Bank of St-Louis Review, May/June 2000

Depuis la fin de la 2^e guerre mondiale, le développement de l'économie suisse a surtout connu une rupture fondamentale après 1973. Après avoir surmonté la crise de 1973, l'économie suisse est repartie sur un chemin de croissance modéré jusqu'au début des années 90. La fin des années 80 aurait pu faire croire à une augmentation du taux de croissance tendanciel. Cependant la bonne conjoncture de ces années s'explique par une relance de la demande (dépense de l'Etat et abondance des crédits hypothécaires favorisée par la politique monétaire) accompagnée par une augmentation parallèle de l'offre de travail (augmentation du taux de participation des femmes, développement du temps partiel et immigration). Comme la croissance de la productivité ne semble pas avoir connu d'amélioration notable, ce genre de croissance économique stimulée par la demande ne pouvait être que limitée. Le début des années 90 fut alors particulièrement difficile, car il a fallu maîtriser l'inflation et résorber les excès importants résultant du boom immobilier tout en finançant une substantielle augmentation des dépenses sociales causée en particulier par la hausse du chômage. Durant cette même période des réformes économiques ont été introduites en particulier avec le programme de revitalisation dont on peut espérer qu'il portera des fruits à moyen terme. La fin des années 90 a apporté temporairement une certaine prospérité, mais la dernière récession en 2003 nous a ramené sur le chemin de croissance structurel préexistant, ce qui a confirmé une fois de plus la faiblesse de la croissance tendancielle en Suisse. L'enseignement que nous tirons de cette histoire économique suisse est qu'il faut essayer de mieux comprendre l'évolution structurelle à partir de 1973, qui semble avoir été une période charnière.

Un choix méthodologique pour les scénarios à long terme

Avant d'établir des scénarios il faut souligner la fragilité de toutes les prévisions à long terme. Le futur est par nature inconnu, en particulier la vitesse des progrès accomplis dans chaque technologie. La nature humaine s'exerce depuis longtemps à deviner son avenir, mais l'expérience montre qu'il faut se montrer modeste. Des résultats satisfaisants ont été obtenus au niveau mondial que pour les phénomènes démographiques. L'évolution énergétique et climatique est aussi assez stable bien que toujours dépendante d'une évolution technologique inconnue. Dans les autres domaines (santé, capital humain, évolution sectorielle, etc.) la prudence est de mise. Même l'évolution de la productivité est loin d'être connue à l'avance. Au contraire il est régulièrement fait mention de vagues technologiques et la nouvelle économie, qui a soulevé un débat intense à la fin des années 90, pourrait en être une. Les domaines les plus spéculatifs pour les futurologues concernent l'évolution des relations internationales (qui devraient continuer de s'intensifier, mais à quel rythme et dans quels domaines ?) ou les évolutions culturelles et sociales (par exemple la prise d'importance du fondamentalisme religieux aux USA).

En reconnaissant que la productivité fait partie des domaines qui représentent une difficulté moyenne pour les prévisions à long terme, l'Etat-major des perspectives de la Confédération a décidé qu'il était raisonnable d'établir uniquement des scénarios de croissance économique et pas des prévisions. Ces scénarios doivent être conçus autant que possible sur la base des scénarios démographiques dans la mesure où ceux-ci sont fiables, dans des limites connues, pour l'évolution économique. Il a aussi été décidé que le deuxième élément à prendre en considération est la croissance de la productivité à long terme.

Ce choix méthodologique implique qu'on suppose que la démographie est quasiment indépendante de la productivité, ce qui est une hypothèse défendable que dans le long terme. En effet sur la base des séries estimées par M. Andrist on peut constater qu'il n'existe pas de corrélation de long terme évidente entre la croissance de la population et celle du PIB par habitant. Ensuite presque tous les modèles de croissance utilisés permettent une telle séparation entre le travail et sa productivité en faisant l'hypothèse que la fonction agrégée de production est homogène de degré.¹¹

11 Une fonction de production homogène de degré 1 la propriété suivante : lorsque tous les facteurs de production sont doublés, la production double également.

La mesure de la productivité passée

Ce modèle simpliste a certes une nature qui le rend évidemment critiquable. Toutefois sa transparence permet à chacun de réfléchir sur les sources essentielles d'incertitude, voire de formuler d'autres scénarios sur la base d'hypothèses alternatives.

Il a cependant été vérifié si d'autres modèles pouvaient donner des résultats fortement différents ou d'une qualité supérieure. Sur la base de modèles utilisant des fonctions de production agrégée, les prévisions obtenues étaient semblables et ne différaient pas considérablement pour l'évolution économique générale future.

Le choix de l'Etat-major des perspectives s'est heurté à une difficulté imprévue : la mesure de la productivité pour la Suisse durant ces deux dernières décennies dépend fortement du choix d'une bonne mesure pour le volume de travail. Il n'y a pour le moment guère de contestation du côté du revenu qui se reflète de manière satisfaisante dans le PIB. Cette dernière statistique vient d'être révisée, ce qui a diminué le nombre de critiques, car on utilise dorénavant le standard SEC95 et les déflateurs sont chaînés en utilisant les prix de l'année précédente.

Par contre on arrive à des évolutions fortement différentes selon l'indicateur du marché du travail utilisé. Selon le manuel de l'OCDE sur la productivité, il existe deux méthodes fondamentales pour calculer l'évolution de la productivité d'un pays du côté du volume du travail : soit on se base sur des enquêtes auprès des ménages, soit on prend une enquête auprès des entreprises. En Suisse l'enquête suisse sur la population active (ci-après «Espa») représente l'enquête sur les ménages et la statistique de l'emploi (ci-dessous «Statem») est l'enquête appropriée auprès des entreprises. Or ces deux statistiques divergent fortement.

Chaque statistique a ses avantages et ses désavantages. Lorsque l'on compare les univers statistiques entre les deux méthodes, on constate que l'enquête sur les ménages comprend les éléments suivants qui ne se retrouvent pas dans la Statem :

- le secteur primaire et le secteur domestique,
- les emplois informels hors entreprises,
- les emplois à partir d'une heure de travail par semaine (le seuil est de 6 heures de travail pour la Statem),
- les micro-entreprises travaillant moins de 20 heures par semaine.

Le problème des «1 heure» au lieu des «6 heures» n'est pas très important pour l'estimation de la croissance à long terme de la productivité du travail. Un peu moins de 200 000 personnes sont recensés dans cette fourchette, ce qui en équivalents plein-temps ferait «seulement» quelques 20 000 emplois. L'absence du secteur primaire et domestique dans la Statem n'est pas non plus un problème, car des données complétant la série pour ces deux secteurs peuvent être obtenues. Mais le problème principal réside dans ce que nous appellerons ici les emplois informels (c'est-à-dire effectués en dehors d'une entreprise recensée au registre du commerce). Cela n'a pas un lien direct avec le travail au noir, car le travail informel peut être déclaré. Par exemple il s'agira plutôt de travail sur mandat qui n'est pas toujours connu de la personne répondant au questionnaire de la Statem. Or il semblerait que ce «travail informel» se soit fortement développé durant les années 90 (tendance à «l'outsourcing»), ce que confirment des méthodes statistiques indirectes qui permettent de l'estimer. Il a donc des raisons d'accorder une certaine priorité aux informations fournies par l'Espa.

Notons que la série de l'Espa en équivalents plein-temps fournie par l'OFS prend en compte les heures effectives de travail et les 2^e emplois. Par contre les chômeurs et le sous-emploi ont naturellement été laissés de côté vu qu'ils ne participent pas à la création du PIB. Ainsi grâce à ces dernières qualités, la série de l'Espa fournie par l'OFS n'offre presque que des avantages par rapport à la Statem. La question demeure

de savoir si tous les emplois comptés dans l'Espa se répercutent sur le PIB. Or il ne faut pas oublier que le PIB est calculé selon trois méthodes : à l'aide de l'approche selon la demande, des revenus ou de la production. Les deux premières méthodes arrivent probablement à prendre en compte de manière satisfaisante les revenus des emplois informels, ainsi que la consommation et les investissements qui en résultent. Même s'il n'est pas évident que les emplois informels sont entièrement inclus dans l'approche du PIB par la production, les ajustements faits entre les trois approches, pour autant qu'elles soient cohérentes les unes avec les autres, permettent de relativiser fortement le danger potentiel de l'exclusion des emplois informels du PIB.

Par contre le désavantage de l'Espa est qu'elle ne prend en compte que les personnes domiciliées en Suisse, donc pas les frontaliers, les saisonniers, les permis de courte durée, les requérants d'asile, etc. Ceux-ci sont inclus bien entendu dans la Statem qui aborde les entreprises. Cependant il est possible avec une précision suffisante de corriger la série provenant de l'interrogation des ménages pour inclure cette composante de l'offre de travail.

La correction pour l'offre de travail des non-résidents nécessite des hypothèses ad'hoc pour en estimer les équivalents plein-temps, car selon l'OFS et l'IMES il n'existe presque pas de moyens de connaître le taux d'occupation de ces différents groupes. Les hypothèses ad'hoc concernant le passé sont expliquées ci-dessous :

- Pour les frontaliers il serait difficile de supposer qu'ils travaillent tous à plein-temps. Nous avons donc fait un ajustement du taux de participation en équivalents plein-temps sur la base de l'Espa. On peut constater que les hommes étrangers travaillent en équivalents plein-temps à 94%, alors que ce taux est de 91% pour les hommes suisses. Les femmes étrangères auraient un taux de conversion en équivalents plein-temps de 80%, alors que les femmes suisses n'auraient qu'un taux de 72%. Nous avons supposé arbitrairement que les frontaliers travaillent un peu plus que les étrangers domiciliés en appliquant des taux de conversion constants en équivalents plein-temps de 95% pour les hommes et de 85% pour les femmes depuis 1970.
- Les requérants d'asile ne sont pas pris en compte. En effet il est impossible de prévoir les crises politiques étrangères futures. Ces crises ont été le principal facteur dans les fluctuations des requérants d'asile (guerre civile au Sri Lanka, Ex-Yougoslavie, Irak, etc.). Ainsi, même si on les prend en compte pour le passé, on ne pourrait le faire pour l'avenir. En plus la série sur le niveau de participation des requérants au marché du travail ne date que de 1994 et elle montre un certain déclin, car les cantons sont devenus plus restrictifs. En équivalents plein-temps, les emplois des requérants représenteraient aujourd'hui moins de 10 000 emplois. Pour toutes ces raisons, on peut les laisser de côté aussi bien pour ce qui concerne le passé que pour les scénarios. Quant aux autres types d'offre de travail (personnel diplomatique, marins de haute-mer), ils sont peu nombreux, ce qui permet de ne pas les prendre en considération dans le calcul d'une tendance.
- La modélisation des équivalents plein-temps des saisonniers est importante malgré leur disparition récente pour expliquer le passé. Pour les saisonniers il existe de longues séries pour les effectifs en août et en décembre. Cela n'a pas d'influence significative sur les chiffres si l'on considère que 0% ou 50% des saisonniers d'hiver se retrouvent dans l'enquête d'août. Pour la répartition annuelle des saisonniers d'hiver, nous supposons que 4 mois sont effectués dans l'année, alors que 5 mois sont effectués l'année suivante. Pour les saisonniers d'été nous supposons qu'ils travaillent à plein temps, mais seulement pendant 8 mois entre mars et novembre. Au

regard des chiffres disponibles depuis 1991, il serait possible d'améliorer quelque peu la répartition des différentes données mensuelles pour le calcul de la moyenne annuelle, mais cela ne devrait pas changer grand chose pour l'évolution tendancielle.

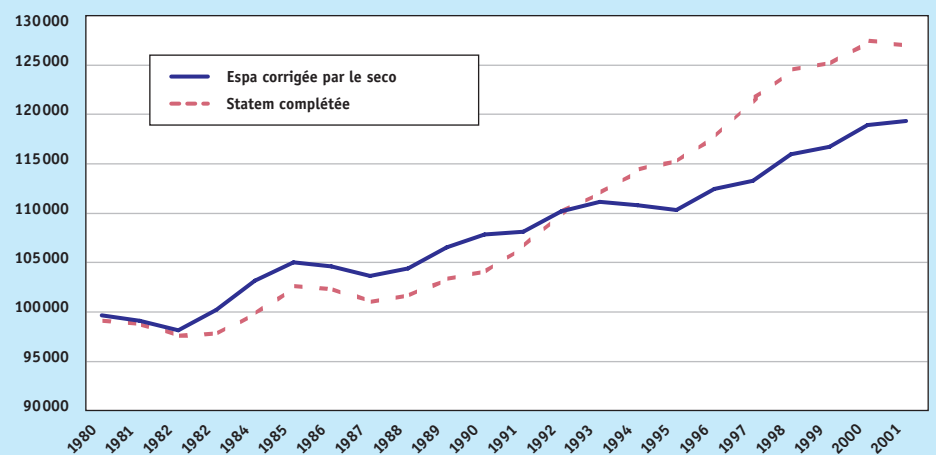
La somme de la série des équivalents plein-temps de l'Espa et de la série des équivalents plein-temps estimée pour les travailleurs non-domiciliés donne la série désirée pour estimer l'évolution de la productivité durant les années 90.

Un dernier problème demeure. Tant la Statem que l'Espa ne sont disponibles en moyenne annuelle que depuis 1992. La rétropolation des séries en équivalents plein-temps de ces deux statistiques s'est faite sur la base des recensements de la population de 1970 et de 1980 pour l'Espa et des recensements des entreprises de 1975 et 1985 pour la Statem. Les interpolations entre les années de recensement et jusqu'en 1991 sont faits en utilisant l'ancienne série de la population active occupée. Comme les anciens recensements de la population ne prennent pas encore en compte le 2^e emploi, nous avons divisé le chiffre obtenu pour les équivalents plein-temps dans les recensements de la population par 1.009. Ce facteur correspond approximativement à la différence relativement constante observée entre 1992 et 2001 entre les séries en équivalents plein-temps qui contiennent et celles qui excluent les deuxièmes emplois.

Les résultats obtenus pour la productivité du travail entre les différentes séries pour la période 1980–2001 sont les suivants (les résultats pour la Statem ne sont reproduits qu'à titre de comparaison).

Niveau de la productivité apparente du travail entre 1980 et 2001

En francs de 2000



Source : seco

On observe que la productivité basée sur la Statem donnerait un taux de croissance plus fort et en accélération durant les années 90. Cela n'est pas compatible avec les autres séries économiques reflétant le marché du travail. En effet avec un taux de croissance du PIB de 1,05% durant les années 90, si la productivité avait augmenté de plus de 1,5% par année, le taux de chômage aurait dépassé les 10%. Or il était de 4,1% selon le recensement de 2000. Une alternative aurait été que le taux de participation baisse de 2,5%. Or il a augmenté de 2,8% entre les recensements de 1990

et de 2000. La Statem ne peut donc être réconciliée avec les recensements de la population et sera pour cette raison écartée des calculs faits pour établir le scénario. Au regard des arguments précédents nous devons donner la préférence à la série de l'Espa en équivalents plein-temps corrigée des travailleurs non-domiciliés comme mesure la plus adéquate de la masse de travail à utiliser pour la mesure de la productivité.

Le dernier détail à résoudre concerne le choix de la période de référence pour le calcul de la croissance de la productivité, dans le but d'éliminer un éventuel effet de la conjoncture. Pour maintenir la simplicité et la transparence de l'approche choisie, il a été décidé de prendre comme période de référence 1980–2000, car ces deux dates sont toutes les deux des sommets dans le cycle conjoncturel.

Dans ce cas on peut estimer que la croissance de la productivité du travail entre 1980 et 2000 s'est élevée à 0,89%. C'est le chiffre pour la croissance de la productivité qui est utilisé par le seco dans son scénario de base.

Notons que le taux de croissance estimé de la productivité du travail basée sur l'Espa corrigée a une propriété des plus utiles pour les scénarios à long terme : à savoir sa robustesse, c'est-à-dire que quel que soit l'échantillon choisi pour l'estimer ce paramètre ne varie pas significativement. Le chiffre de 0,89% est en plus très proche de la moyenne des paramètres estimable en changeant l'échantillon, donc il est particulièrement robuste. On peut considérer qu'avec une très grande vraisemblance le «vrai» taux de croissance tendanciel de la productivité ne diverge pas de plus de 0.1% de ce chiffre. Cette propriété est absolument nécessaire pour faire des prévisions à long terme en dehors de l'échantillon des données connues. Le calcul de la productivité basée sur la Statem ne pourrait offrir une telle garantie de qualité.

Les scénarios démographiques offrent différentes possibilités. Le choix du scénario «trend» est logique puisqu'il représente l'évolution démographique la plus probable selon l'OFS pour les 60 prochaines années. Il contient non seulement l'évolution de la population en âge de travailler par classe d'âge, mais l'évolution des taux de participation. Il contient des hypothèses sur l'immigration (souvent considérées comme étant trop proches des objectifs officiels) et sur l'émigration. Par contre les scénarios de contiennent pas d'information sur les travailleurs non domiciliés, qu'il faut donc rajouter. Il n'y a aucune raison particulière de choisir un autre scénario que le scénario «trend», car ils ne sont pas plus réalistes.

Le point faible d scénario «trend», comme le montre l'expérience du passé, reste l'immigration. Il serait parfaitement concevable de supposer une immigration plus forte.

La série sur l'offre de travail des scénarios démographiques contient les chômeurs. Pour le calcul de la productivité en équivalents plein-temps, il faut sans nul doute les enlever. Donc, pour établir des scénarios, il faut faire des hypothèses sur le taux de chômage structurel. Nous avons simplement supposé que le taux structurel de personnes à la recherche d'un emploi dans l'Espa s'élève à 2,5% de l'offre de travail. Cela correspond en fait aux 100 000 chômeurs structurels sur lesquelles l'assurance-chômage est calibrée pour son équilibre financier à long terme (par rapport à une population active dépassant les 4,1 millions, ce qui donne un taux de chômage de 2,4%). Il n'y a aucune raison de croire que le taux de chômage structurel augmentera à l'avenir, car la politique du marché du travail suisse offre des garanties suffisantes pour qu'un tel développement ne survienne pas rapidement.

L'évolution des travailleurs non-domiciliés à l'avenir a fait l'objet des deux hypothèses suivantes :

Les scénarios démographiques corrigés

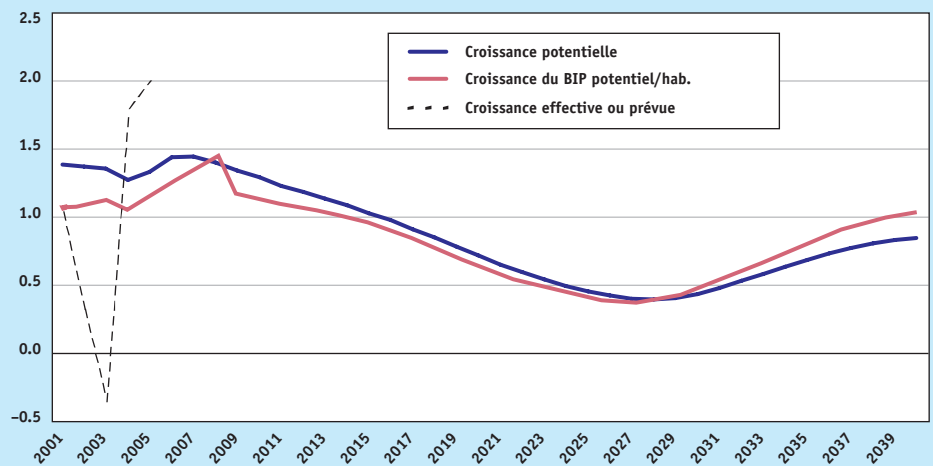
- On peut constater que la tendance à long-terme de l'augmentation des frontaliers en équivalents plein-temps serait de 2700 par année une fois corrigée le fort effet de la conjoncture. Il est facile de justifier qu'en équivalents plein-temps les frontaliers continueront d'augmenter au moins au même rythme à l'avenir, car les marchés du travail suisse et européen continuent leur intégration. Dans quelques années il sera possible de faire une meilleure hypothèse en ce qui concerne les implications pour le long terme.
- Jusqu'en 2001 il n'est pas nécessaire de prendre en compte les permis de courte durée. En équivalents plein-temps ils n'ont pas représenté une masse critique (moins de 20 000). Par contre depuis l'entrée en vigueur des accords bilatéraux, ils ont triplé d'ampleur. On peut donc dire que les permis de courte durée ont fait plus que compenser l'abolition du statut de saisonniers qui a pris fin avec les accords bilatéraux. Comme il est impossible de faire une hypothèse raisonnable sur le long terme à propos de ce changement certes structurel, mais d'une ampleur encore non identifiable, nous avons simplement supposé que les équivalents plein-temps des saisonniers ont été remplacés en 2002 par les équivalents plein-temps des permis de courte durée, sans en ajuster le niveau pour les décennies à venir. Il est clair que dans quatre ans on pourra faire l'estimation entre un choc structurel unique et une évolution tendancielle.

Grâce à ces hypothèses on est capable d'établir des séries cohérentes depuis 1970 jusqu'en 2060 pour les étrangers non-domiciliés. Il suffit de rajouter cette série à l'offre en équivalents plein-temps selon le scénario «trend» corrigé du taux de chômage pour obtenir la deuxième composante pour notre scénario, qui est l'offre de travail tendancielle.

Les scénarios de croissance

Une fois que le taux de croissance de l'offre de travail à long terme et le taux de croissance tendanciel sont estimés comme décrits précédemment, le dernier ajustement consiste à rattacher le scénario aux chiffres actuels. Comme ce scénario se base sur l'offre (travail+productivité), c'est-à-dire un PIB potentiel, il a été rattaché au PIB potentiel estimé par l'AFF dans le cadre du frein à l'endettement. Une fois ce raccord effectué, le graphique suivante est obtenu :

Scénario de croissance du PIB dans le long terme (en %)



Source : seco

En terme de taux de croissance du PIB suisse par décennie, cela donne les chiffres suivant :

2000–2010	2010–2020	2020–2030	2030–2040	2000–2040
1.4	1.0	0.5	0.7	0.9

L'image que l'on obtient est assez pessimiste pour les perspectives de croissance de l'économie suisse. Les scénarios démographiques anticipent que la population active en équivalents plein-temps commencera à décroître à partir de 2016. Cela va donc restreindre le potentiel de croissance, alors que la croissance de la productivité est déjà une des plus basses de la zone OCDE. Clairement un tel scénario implique des augmentations importantes des redevances publiques, si l'on veut continuer de financer les mêmes prestations sociales qu'actuellement. A quoi il faut rajouter les augmentations des primes d'assurances-maladie, dont il est réaliste de penser qu'elles pourraient poursuivre leur croissance de 5% par année et des augmentations des cotisations pour financer le 2^e pilier.

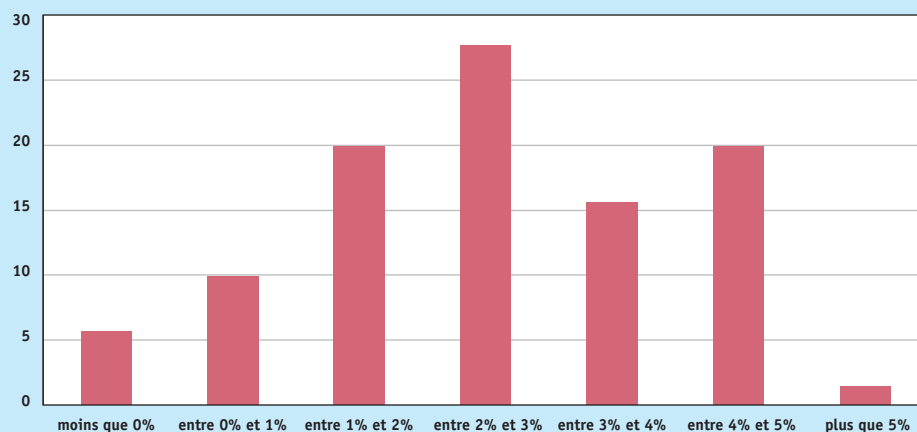
Toutefois, il serait possible de préserver une amélioration tendancielle du revenu disponible sur l'horizon du scénario grâce à une politique de croissance et une prudence dans l'augmentation des dépenses de l'Etat. Pour cela, le train de mesures du Conseil fédéral pour la croissance représente une première réponse. Dans son dernier rapport sur la Suisse, l'OCDE estime que si toutes les réformes économiques sont mises en application, le PIB suisse pourrait être de 8% supérieur dans 10 ans. Cela représente un taux de croissance supplémentaire de 0,7 point de pourcentage. Le seco pense que si l'on poursuit les réformes économiques au cours des prochaines décennies, le cap des années 2025 à 2035 pourra ainsi être surmonté. On peut donc considérer la même série augmentée de 0,7% comme un deuxième scénario.

En adoptant un modèle simple, mais transparent, le seco a établi pour l'Etat-major des perspectives de la Confédération deux premiers scénarios sur la croissance économique suisse dans le long terme. Il a simplement été fait l'hypothèse que la croissance économique future est déterminée par la croissance de l'offre de travail multipliée par la croissance de la productivité tel qu'on l'a observée durant les deux dernières décennies. Les résultats de ce scénario incitent à la modestie. En descendant en dessous de 1% par année, la croissance économique tendancielle pourrait atteindre en Suisse des niveaux qui n'ont jamais été observés sur une longue période, à part durant les deux guerres mondiales. Le graphique suivant reproduit l'histogramme des taux de croissance sur 10 ans du PIB réel suisse en utilisant les données estimées par M. Andrist. On constate que des taux de croissance sur 10 ans inférieurs à 1% par année ont été exceptionnels dans le passé, alors que le scénario de base prévoit qu'ils deviendront la règle à l'avenir.

Conclusion : la nécessité de réformes économiques en Suisse

Croissance du PIB réel suisse sur 10 ans annualisé (en %)

Fréquence entre 1861 et 2001



Sources : Andrist, seco

Pour améliorer les perspectives de croissance, seule une politique de croissance déterminée permettrait d'offrir une vision plus optimiste de l'avenir. Il serait aussi possible de parier sur une nouvelle vague technologique augmentant la productivité en Suisse ou sur une vague d'immigration. Cependant aucune information actuelle ne nous permet de conclure qu'on peut compter sur l'émergence de tels phénomènes. Il serait aussi possible d'arrêter la diminution des heures hebdomadaires normales de travail, mais cela n'impliquerait qu'une croissance supplémentaire de 0,3% au maximum sans qu'on puisse être certain que cela ne sera pas compensé par une augmentation de l'emploi à temps partiel. Le soutien résolu à une politique de croissance ambitieuse reste non seulement la meilleure option sur le plan du bien-être économique, mais aussi la plus sûre. La conscience de cette nécessité est encore peu répandue dans la population.

Impressum

Les «Tendances conjoncturelles» paraissent 4 fois par an, en supplément à la «Vie économique» des mois de janvier, avril, juillet et octobre.

seco

Secrétariat d'Etat à l'économie
 Direction de la politique économique
 Effingerstrasse 1
 3003 Berne

Tél. 031 322 42 27, Fax 031 323 50 01

Internet: <http://www.seco.admin.ch> → Analyses & chiffres

→ Développement & prévisions économiques → Tendances conjoncturelles